

PIERRE NORA

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Édition revue et augmentée

Avec un document inédit de Jacques Derrida

« Mon cher Nora... »



Extrait de la publication

PIERRE NORA

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Cet essai a paru en mars 1961, au moment le plus dramatique et incertain de la guerre d'Algérie : au lendemain du référendum sur l'autodétermination, qui ouvrait la voie à une négociation sur l'indépendance, et à la veille de l'insurrection du « quarteron de généraux » décidé à tout pour conserver l'Algérie française. Retour d'Algérie, où j'avais été professeur à Oran, j'avais écrit à la hâte ce petit livre, qui analysait en historien et en citoyen engagé la responsabilité des pieds-noirs dans cet engrenage tragique. Ma sévérité de jugement à l'égard d'Albert Camus et de Germaine Tillion, icônes du progressisme libéral, fit en particulier scandale.

Une réaction inattendue me vint de Jacques Derrida, dont j'avais été le condisciple en khâgne et qui était resté un ami. Dans une lettre d'une cinquantaine de pages, celui-ci prenait appui sur mon livre pour se mettre à jour, pour l'unique fois de sa vie, avec son Algérie natale. Le cinquantenaire de l'indépendance était l'occasion d'en proposer une nouvelle édition. Augmentée d'une préface, de cet important inédit et d'un dossier critique, celle-ci contribuera, je l'espère, à éclairer ce moment douloureux qui reste parmi les plus importants de l'histoire contemporaine de la France.

Pierre Nora

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

PIERRE NORA

LES FRANÇAIS
D'ALGÉRIE

*Édition revue et augmentée, précédée de
« Cinquante ans après » et suivie
d'un document inédit de Jacques Derrida,
« Mon cher Nora... »*

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR ◊

© Christian Bourgois éditeur, 2012, pour la présente édition.
Texte de Jacques Derrida © Marguerite Derrida
ISBN 978-2-267-02424-1

*En mémoire de
Christian Bourgois*

NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION

Cet essai a paru en mars 1961, au moment le plus dramatique et incertain de la guerre d'Algérie.

Le cinquantenaire de l'indépendance est l'occasion de lui redonner son actualité en le republiant tel quel, avec l'introduction de Charles-André Julien et l'« avertissement au lecteur » qui en justifiait la publication.

J'y ajoute une longue lettre de Jacques Derrida, les principales critiques du moment parues dans la presse, ainsi qu'un index biographique et une table des sigles destinés à replacer dans leur contexte personnages et événements. Une préface retrace l'histoire de ce livre et jette sur lui un regard rétrospectif.

Je remercie Olivier Salvatori qui a contribué à enrichir cette réédition et a veillé scrupuleusement sur sa réalisation.

P. N.

PRÉFACE

Cinquante ans après

Par Pierre Nora

Cet essai est né d'un article – mon premier – écrit au retour d'un séjour de deux ans en Algérie, où j'avais été affecté, de 1958 à 1960, après l'agrégation d'histoire, au lycée Lamoricière d'Oran. Il avait paru dans *France Observateur* sous le titre « J'étais professeur en Algérie¹ », le 27 octobre 1960, jour de la première grande manifestation de l'Unef (Union nationale des étudiants de France) contre la guerre, qui s'était heurtée, à la Mutualité, à de violentes charges de police. J'y étais, et Jean-François Revel, un de mes plus proches amis, m'y avait accompagné ; nous y avons rencontré Christian Bourgois, qui avait commencé à publier ce dernier chez Julliard, et nous nous étions tous trois repliés, le soir, chez Françoise Cachin, boulevard Saint-Michel. Bourgois venait d'entrer chez René Julliard, et c'est lui qui, pour avoir apprécié le texte qu'il avait découvert le matin, m'a poussé à le développer : « On sent que vous avez beaucoup plus à dire. » Revel s'était emballé. Ayant lui-même assisté en Algérie, en 1948, aux élections truquées par les colons et le gouverneur

1. J'ai repris cet article dans *Historien public*, Gallimard, 2011.

général Naegelen, il proposa, pour m'encourager, que nous écrivions un livre à deux voix : 1948-1958, l'Algérie à dix ans d'intervalle. « Mais faites vite, nous dit Bourgois, la guerre peut se terminer. » Je rentrais aussitôt à la fondation Thiers – où je venais d'être nommé pensionnaire pour y travailler, en principe, à une thèse sur le parti colonial français avant 1914 – et rédigeai d'un trait, pour l'envoyer à Revel, le premier chapitre, intitulé « Ici la France ». Il donnait la note de ce mélange d'expérience vécue et d'analyse historique en se concentrant sur les ambiguïtés de ce supernationalisme illusoire et flamboyant, sur cette installation inconsciente dans une situation qu'il fallait toujours maintenir et consolider et qui tenait à la fois d'une indéniable appartenance nationale protectrice et d'une domination coloniale inavouée. La France, mais une drôle de France, confortée à l'époque par l'omniprésence d'une armée composée du contingent, mais encadrée par des officiers de retour d'Indochine et tout imprégnée des théories fumeuses de la guerre révolutionnaire.

Avec sa fougue naturelle et sa générosité intellectuelle, Jean-François m'encouragea vivement à continuer seul : « Je te préviens, me dit-il, un livre, c'est une disposition d'esprit. Reste ferme. Ne fais aucune concession. » C'était un avertissement de polémiste, mais il croisait une recommandation que je m'étais déjà faite et que je me suis souvent répétée par la suite comme historien du contemporain, qui travaille sur le vivant.

Ce parti pris de rigueur et de distance avait deux conséquences pour l'analyse historique de la situation. La première était de se refuser au sentimentalisme

compassionnel qui nous avait valu, au nom de la solidarité inconditionnelle avec « nos compatriotes d'Algérie », l'enlisement dans le *statu quo* et le piétinement politique. Depuis la reculade de Guy Mollet devant les tomates des Français d'Algérie, le 6 février 1956, alors qu'il était le président du Conseil d'un Front républicain élu pour négocier une paix en Algérie, jusqu'aux successifs gouverneurs généraux de gauche, Soustelle, Lacoste, dépêchés à Alger avec les meilleures intentions et qui, une fois sur place et devant la violence du conflit et les horreurs commises par les fellaga, s'étaient convertis à la défense prioritaire de nos compatriotes menacés.

La seconde conséquence, beaucoup plus importante, consistait à aller jusqu'à porter le fer dans la plaie de ceux que l'on appelait « les libéraux », partisans d'une solution progressiste, dont on ne savait pas très bien si elle consistait à inclure davantage les musulmans dans le système démocratique français ou à leur octroyer une forme d'autonomie qui préserverait une présence française. Ils avaient pour eux le courage et la générosité ; mais leur réalisme datait d'hier. Leur heure était passée, elle n'était plus à l'octroi d'une forme d'émancipation après que le niveau de vie eut monté, mais à l'indépendance politique *hic et nunc*. Ce point de vue supposait en particulier une analyse sévère des thèses de Germaine Tillion, personnalité d'un immense prestige et véritable icône de ce libéralisme. Souligner, comme j'entrepris de le faire, le flottement d'une bonne volonté en porte-à-faux relevait du sacrilège. Et de n'être pas polémique, la démonstration ne devait paraître que plus cruelle.

Sur ces bases, les chapitres du livre s'enchaînaient tout seuls : histoire (« Le blocus »), sociologie (« Une société sans unité »), psychologie (« Les relations individuelles »). C'est au dernier chapitre, conclusif, que m'attendait un choix difficile.

On vivait à l'époque, en effet, sur l'idée qu'il fallait à tout prix garantir la sécurité et l'avenir de nos compatriotes. Par principe d'abord, et parce que le retour massif de près d'un million de personnes, amères, violentes et frustrées, signifierait, en France, pour peu que l'armée s'en mêle, le fascisme, en plus de la crise économique. Or la droite ligne de ma démonstration menait à une conclusion radicalement inverse : ils reviendraient tous, et il ne se passerait rien. Si responsables que fussent les Français d'Algérie de l'impasse historique et du blocage de la situation, une fois sortis de cette situation, ils deviendraient des Français comme les autres. C'était cette situation qui les avait faits ce qu'ils étaient. C'était elle qu'il fallait décrire, elle dont il fallait les sortir. Tous les Français de France se seraient conduits de la même façon à leur place. Et je terminais le dernier chapitre par cette phrase, qui les exonérait de cette responsabilité historique que tout mon livre paraissait leur infliger : « Car nous sommes tous des Français d'Algérie. »

Inconfiant en moi-même, j'avais voulu soumettre mon manuscrit au plus grand connaisseur des affaires algériennes, à l'homme qui, à gauche et proche de Camus, nous en imposait comme la plus haute conscience. Je ne me rendais pas compte que, par son sujet, son traitement, son style, cet essai ne pouvait, en profondeur, que déplaire à Jean Daniel.

Il eut la gentillesse de le lire et la générosité de me donner franchement son sentiment. Il en appréciait la facture. Mais on était, en ces premières semaines de mars 1961, à la veille de l'ouverture des négociations d'Évian avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). On le sait, elles n'ont pas abouti. Mais les informations personnelles dont disposait le grand reporter à *L'Express* qu'il était alors lui donnaient un espoir très sérieux de succès rapide. Selon lui, mon livre risquait d'arriver après la bataille. Et si la négociation traînait en longueur et n'aboutissait pas, j'aurais l'air de tirer sur une ambulance. C'était à moi de choisir, mais, en tout état de cause, il lui paraissait irresponsable de conclure comme je le faisais. Quel parti les négociateurs algériens ne pourraient-ils en tirer devant leurs homologues chargés d'obtenir des garanties de survie au million de Français s'ils pouvaient arguer que, même en France, il y avait des voix pour conseiller de leur retirer le tapis sous les pieds ? C'était une forme de légèreté impardonnable et peut-être même une trahison morale.

Jean Daniel avait raison, sa réaction m'ébranla. Incapable cependant de renoncer à publier ce qui était mon premier livre, et un acte que je considérais pour ma part comme un devoir civique, je transformai rapidement le dernier chapitre (dont je n'ai malheureusement pas conservé l'original) pour y introduire un propos plus mou, qui en changeait le sens. Sous le titre « Un New Deal pour l'Algérie », il se contentait prudemment de prédire qu'un tiers des Français reviendrait, un tiers resterait, et un tiers déciderait en fonction des négociations.

Je cherchai également, par l'intermédiaire d'un ami, à solliciter de Charles-André Julien une courte préface afin de me couvrir de son autorité universitaire. Réputé pour son progressisme et son engagement en faveur de l'émancipation des colonies, l'ancien président d'un Haut Comité méditerranéen chargé par Léon Blum, au temps du Front populaire, de trouver une solution aux problèmes de l'Afrique du Nord, venait d'être élu en Sorbonne à la chaire d'histoire de la colonisation. En deux jours et deux nuits, il troussa d'une plume chaleureuse et emportée une introduction de trente pages, dont je lui suis aujourd'hui encore, vingt ans après sa mort, affectueusement reconnaissant. Je fis en outre précéder l'ouvrage d'un « Avertissement » de circonstance. Il n'empêcha pas Raymond Aron, après lecture, en me serrant la main, de corriger ma copie : « 18 sur 20 pour l'écrivain, zéro pour le citoyen ! » C'était, d'une phrase lapidaire de grand professeur, exprimer ce qui fut l'accueil général fait à cet essai. Il n'empêche, cette fin de livre édulcorée, cette concession finale que je m'étais juré, comme à Revel, de ne pas faire, c'est mon seul et grand regret.



À peine un mois après la parution de ce petit livre, qui avait soulevé bien des réactions¹, je reçus avec surprise une volumineuse missive de mon ancien

1. En particulier celle d'Albert-Paul Lentin dans *France Observateur*, de Jean Lacouture dans *Le Monde* et de Germaine Tillion dans *L'Express*, qui sont reproduites en appendice dans ce livre.

camarade de khâgne à Louis-le-Grand, Jacques Derrida. Nous étions alors assis côte à côte. Lui, sanglé dans la blouse grise des internes, concentré sur lui-même, plutôt triste et intense, quoique chaleureux ; moi, Parisien déjà déluré. Lui, toujours premier en philo ; moi, parfois second. Rapprochés sans doute par une sympathie d'Ashkénaze émancipé et de Séfarade affranchi, dont nous n'étions nullement conscients à l'époque¹. Nous étions tout de même restés assez proches pour que, d'Oran, je sois allé à Alger passer une grande journée avec lui, déambulant dans les lieux historiques, du Forum à Bab el-Oued, la Médina étant à l'époque pratiquement fermée aux Européens. Cinquante pages manuscrites, donc, agrémentées de notes, inserts, ajouts et repentirs, qui apparentent le manuscrit aux « paperoles » de Marcel Proust et témoignent du soin que « Jackie » – c'est ainsi que nous l'appelions – avait mis à les écrire².

1. Un des épisodes les plus comiques et inattendus de nos rapports amicaux mérite d'être rappelé. Françoise Giroud, qui me faisait faire des critiques de livres pour *L'Express*, où les articles étaient alors anonymes, m'avait demandé si je ne pouvais pas recruter parmi les khâgneux de bonnes plumes. Je lui avais envoyé Derrida. Elle lui avait donné des leçons d'écriture journalistique, et qui sait si quelque derridologue particulièrement avisé ne retrouverait pas trace d'articles de Derrida dans *L'Express* de l'époque ? Nous avons souvent évoqué par la suite, avec elle, avec lui, cette improbable rencontre qui avait laissé à tous les deux un souvenir amusé.

2. Derrida avait écrit cette lettre avec un carbone pour en conserver un double, qui figure dans son fonds d'archives, déposé à l'Imec, ce qui prouve l'importance qu'il y attachait. Dans sa biographie du philosophe (Flammarion, 2010), Benoît PEETERS

Lettre généreuse et douloureuse, passionnante et passionnée. Il faut en rappeler la date, le 27 avril 1961, et les circonstances. Trois semaines plus tôt avaient débuté les négociations destinées à ouvrir la voie de l'indépendance de l'Algérie. Dans la nuit du 21 au 22 avril, le fameux « quarteron de généraux en retraite » (Challe, Jouhaud, Zeller et Salan) avait tenté de soulever les militaires et les pieds-noirs pour maintenir l'Algérie à l'intérieur de la République française. Le lendemain, le général de Gaulle, dans un discours resté célèbre, les avait dénoncés, ordonnant, en grande tenue militaire, que « tous les moyens soient employés pour leur barrer la route ». C'est en ces jours sans doute les plus intensément dramatiques de la guerre, où tout bascule ou va peut-être basculer, dans cette atmosphère survoltée de guerre civile, légèrement irréaliste, que m'est arrivée, à la fondation Thiers, cette longue et magnifique missive.

Mon livre avait donc cristallisé chez Derrida le besoin de se mettre à jour avec son Algérie natale, avec la guerre, avec lui-même. J'en suis encore fier aujourd'hui. À l'époque, il était assistant à la Sorbonne, n'avait publié que quelques articles dans *Critique* et travaillait à son introduction à *L'Origine de la géométrie*,

en fait grand cas : « Il y expose, dit-il, ses convictions sur la situation algérienne comme jamais il ne l'a fait auparavant et comme il ne le fera jamais plus » (p. 148). Edward BARING, qui prépare à Princeton un ouvrage sur le jeune Derrida et la philosophie française d'après guerre, a consacré une analyse approfondie à la position de Derrida sur la guerre d'Algérie à partir de sa réaction à mon livre : « Liberalism and the Algerian War : The Case of Jacques Derrida », *Critical Inquiry*, n° 36, hiver 2010, pp. 239-261.

tu souhaites aussi, m'a-t-il semblé, comme moi, et non la façade d'une « Algérie-de-papa ».

Aussi, quand Camus en appelle à une « nouvelle révolution », contre la « mécanique meurtrière et démesurée », pourquoi appeler cela du « désintéressement » ? On sait que, loin du forum, des forums, Camus agissait ou s'agitait plus que beaucoup de ceux qui « s'intéressent » d'un côté ou de l'autre.

Quand il veut ne pas choisir entre les violences pour donner une *efficacité* à sa condamnation de toute violence, la perfidie avec laquelle tu écris que « son désengagement s'opère *comme la torture*, au nom de l'efficacité », est vraiment indigne de Camus. Et de toi. Car, enfin, ou je dors, ou ce n'est pas la même chose, ni la même efficacité, ni la même fin, ni les mêmes moyens.

Où as-tu pris qu'il établissait une « symétrie *absolue* » entre le million de F.d.A. et les quatre cent mille travailleurs algériens en F. ?

Et quand Camus écrit que, « *si bien disposé qu'on soit* envers la revendication arabe, on doit cependant reconnaître qu'en ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement *passionnelle* », je suis loin, pour ma part, de partager l'assurance de ta protestation (implicite). D'une part, je ne vois pas ce qu'il y a de si péjoratif là-dedans¹ ; ni, d'autre part, pourquoi on adhérerait sans réserve au nationalisme – *en tant que tel* – des révolutionnaires arabes, quand on sait qu'aujourd'hui l'indé-

1. Le nationalisme *en tant que tel* n'est-il pas toujours *passionnel*, même quand il s'appuie sur une unité nationale millénaire ?

pendance nationale-politique n'est rien, et surtout dans le cas des pays sous-développés ; quand, d'un autre côté, on condamne le nationalisme – français en particulier –, avec raison, comme une valeur réactionnaire. Je sais bien que cela dépend de la situation, que le nationalisme algérien est révolutionnaire, mais précisément, en tant que tel, le nationalisme est utilisé, sinon créé (cf. Julien) par la révolution pour son énergie passionnelle ou comme énergie passionnelle.

De même, lorsque Camus dit qu'« il faut considérer la revendication de l'indépendance nationale algérienne *en partie* comme une manifestation de ce nouvel impérialisme arabe, dont l'Égypte, etc., que la Russie, etc. », est-il si déraisonnable et criminel de penser, sans diminuer le moins du monde la légitimité de la rébellion, que sans tous ces facteurs internationaux – indubitables – la révolution, si elle était née, aurait pris de tout autres voies (qui n'auraient pas nécessairement été moins bonnes) que celles de ce nationalisme intransigeant qui réclame le Sahara « comme son Alsace-Lorraine » (M. Yazid ou Boumendjel).

Même si elles sont fausses ou inutiles, ces considérations peuvent très bien procéder d'un point de vue authentiquement anticolonialiste et socialiste ; et s'il est un cas au monde où l'on puisse dire cela, un seul, c'est bien celui de l'Algérie.

Mais l'argument est utilisé par les « ultras ». Sans doute, et nous en arrivons à ce que tu appelles « *le fond des choses* ». Si, à un moment ou à un autre, une argumentation « ultra » utilise tel ou tel élé-